Appel à investir pour le climat et contre l'inégalité

Partage international n° 421 – Septembre 2023

par Kenny Stancil

Plus de 150 économistes et experts politiques ont publié le 19 juin 2023 une lettre ouverte appelant les dirigeants des pays riches à lutter contre le changement climatique et les inégalités en réformant la redistribution des milliards de dollars de l'argent public.

« Arrêter la dégradation du climat n'est pas sorcier », a déclaré dans un communiqué l'anthropologue économique Jason Hickel[1], un des signataires de la lettre. *« Les gouvernements doivent cesser de subventionner les entreprises de combustibles fossiles ; les banques internationales doivent annuler les dettes extérieures des pays du Sud ; et nous devons taxer l'extrême richesse. »*

« Ces mesures libéreraient des milliers de milliards de dollars pour des investissements publics afin d'atteindre des objectifs sociaux et écologiques démocratiquement ratifiés, poursuit-il. *Des études récentes montrent que les millionnaires à eux seuls vont consommer 72 % des quotas carbone calculés pour respecter la limite de réchauffement à 1,5° C. C'est une agression flagrante contre l'humanité et le monde vivant, et aucun d'entre nous ne devrait le tolérer. Nous devons comprendre qu'il est dangereux de continuer à soutenir une élite surconsommatrice en pleine urgence climatique. »*

La lettre est arrivée quelques jours avant le début du Sommet pour un nouveau pacte de financement mondial. L'objectif affiché de la rencontre, organisée à Paris par le président français Emmanuel Macron et le premier ministre indien Narendra Modi, était de *« construire un système financier international plus réactif, plus juste et plus inclusif pour lutter contre les inégalités, financer la transition climatique et nous rapprocher des objectifs de développement durable »* ; mais des rapports récents ont suggéré que les participants n'étaient pas sur la bonne voie pour y parvenir.

Dans ce contexte, des dizaines de spécialistes des sciences sociales et de militants pour la justice ont exhorté les délégués des pays du Nord, qui ont joué un rôle démesuré dans l'élaboration de l'architecture financière mondiale et dans la pollution de l'atmosphère par les gaz piégeant la chaleur, à veiller à ce qu'une réforme de fond soit mise à l'ordre du jour du sommet.

Le temps pour les gouvernements riches de limiter leur contribution à la sauvegarde du climat et à la réduction de la pauvreté est révolu, ont fait valoir les universitaires et les militants, soutenant qu'il fallait commencer par mettre fin aux subventions aux sociétés de combustibles fossiles, annuler les dettes des nations anciennement colonisées et augmenter les impôts sur les super-riches – tout cela libérerait des fonds pour réduire les émissions à effet de serre et rectifier la mauvaise répartition des ressources.

« Débloquer et redistribuer des milliards de dollars d'argent public n'est bien sûr qu'une partie de ce qui est nécessaire – nos règles monétaires, commerciales, fiscales et de dette internationale sont systématiquement biaisées en faveur du Nord, permettant aux pays riches de capter 2 000 milliards de dollars nets par an des pays à faible revenu, indique la lettre. *Nous avons besoin d'une transformation radicale de ce système en un système fondé sur les droits, centré sur les personnes, démocratique et transparent. »*

« Mais, sous-tendant presque toutes les excuses pour maintenir les législations actuelles, il y a l'idée que les gouvernements riches ne peuvent tout simplement pas se permettre de payer leur juste part. Si nous ne faisons pas éclater cette bulle, il sera difficile de cultiver la solidarité mondiale nécessaire pour progresser dans les négociations multilatérales urgentes sur le climat et l'humanitaire. La réalité est que les financements publics ne sont pas rares, en particulier par les gouvernements du Nord global. Nous les avons vus prélever des milliards de dollars dans les budgets publics pour le renflouement des banques en 2008, pour répondre au Covid-19 depuis 2020, et pour les militaires et les forces de police, année après année. Ils ne manquent pas de leviers pour payer leur juste contribution à l'action climatique et les solutions au coût de la vie qui sont absolument nécessaires – tant à l'intérieur de leurs frontières qu'à l'étranger. »

Les signataires ont averti que *« les propositions les plus importantes des dirigeants des pays du Nord à l'approche du sommet montrent qu'il existe un risque qu'ils s'efforcent simplement de renommer les approches existantes. Jusqu'à présent, la feuille de route de la Banque mondiale, des partenariats pour une transition énergétique juste et les positions de négociation des pays du Nord sur le fonds pour les* « pertes et dommages » *liés au climat reposent tous fortement sur l'idée que les gouvernements peuvent inciter les banques et les entreprises privées à élaborer des solutions climatiques et stimuler le développement avec seulement de petites contributions publiques et des ajustements aux règlements »,* note la lettre.

Du programme Des milliards aux billions *de la Banque mondiale à la promesse de financement climatique de 100 milliards de dollars par an encore non tenue, nous avons vu que cette approche échoue encore et encore, avec beaucoup moins d'argent privé mobilisé que ce qui est promis et de profits qui restent prioritaires sur la lutte contre le changement climatique et les inégalités – et souvent même sur les garanties fondamentales des droits de l'homme. »*

Les signataires implorent donc les dirigeants du Nord de *« montrer qu'ils veulent vraiment tracer une nouvelle voie en utilisant le sommet pour commencer à retirer des fonds des secteurs de nos économies qui alimentent le plus nos crises actuelles. »*

À cette fin, la lettre implore les gouvernements riches de :

1 – Arrêter de financer les énergies fossiles et de faire plutôt payer les entreprises pour les dommages causés.

Alors que les ménages à faible revenu du monde entier se sont encore plus enfoncés dans la pauvreté au cours des dernières années, les sociétés pétrolières et gazières ont réalisé des bénéfices record et les pays riches ont continué de les subventionner fortement. Cela va à l'encontre non seulement de la justice économique mais aussi de la science du climat : le scénario de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui maintient une probabilité de 50 % de limiter le réchauffement climatique à 1,5° C, est basé sur une élimination rapide des combustibles fossiles et la fin de tout investissement dans de nouvelles infrastructures de production de combustibles fossiles ou de gaz naturel liquéfié. Mettre fin à l'aide aux combustibles fossiles dans les seuls pays du G20 à revenu élevé rapporterait environ 500 milliards de dollars par an. Il est estimé qu'une fiscalité permanente des superprofits des majors pétrolières, au lieu de taxations exceptionnelles, rapporterait entre 200 et 300 milliards de dollars par an.

Il existe déjà un élan pour mettre fin à une forme particulièrement importante de soutien aux combustibles fossiles – le financement public international. Jusqu'à présent, les promesses mettraient fin à 38 milliards de dollars par an qui jouent un rôle démesuré pour permettre le verrouillage des grandes infrastructures fossiles dans les pays riches et les déplacer vers des solutions renouvelables. Si quelques pays retardataires clés, dont le Japon, l'Allemagne, l'Italie et les Etats-Unis, tiennent leurs promesses de le faire lors du sommet, cela aiderait grandement des finances publiques sans énergie fossile à s'imposer en tant que norme mondiale.

2 – Annuler les dettes illégitimes des pays du Sud.

Les dernières années de crises mondiales ont aggravé les dettes déjà insoutenables de nombreux pays en développement, épuisant les fonds publics qui sont indispensables pour fournir à la fois des services sociaux vitaux et l'action climatique. Ces dettes sont également injustes, ayant été contractées par le biais de notre système financier mondial néocolonial ou, dans de nombreux cas, pendant la colonisation.

Les deux premières mesures que les dirigeants du Nord peuvent prendre lors du sommet de Paris consistent à annuler sans condition la dette extérieure publique pour au moins les quatre prochaines années pour tous les pays à faible revenu (estimée à 300 milliards de dollars par an) et à soutenir plutôt qu'à bloquer le développement d'un nouveau mécanisme multilatéral d'annulation de la dette souveraine dans le cadre des Nations unies.



Photo : Fibonacci Blue from Minnesota, USA, CC BY 2.0, via Wikimedia Commons

Les 1 % les plus riches ont capté les deux tiers de la richesse mondiale créée au cours des deux dernières années.

3 – Taxer les riches.

Les 1 % les plus riches ont capté les deux tiers de la richesse mondiale créée au cours des deux dernières années, alors que nous assistons probablement à la plus forte augmentation des inégalités et de la pauvreté dans le monde depuis la Seconde Guerre mondiale. Des taxes progressives sur l'extrême richesse à partir de 2 % rapporteraient de 2 500 à 3 600 milliards de dollars par an, et les propositions connexes visant à lutter contre l'évasion fiscale augmenteraient considérablement ce montant.

Les dirigeants du Nord peuvent montrer qu'ils sont sérieux à ce sujet en commençant par une taxe initiale *« 1,5 % pour 1,5° C »* sur l'extrême richesse et en la consacrant au nouveau fonds *« pertes et dommages » ;* et en acceptant de faire avancer une convention fiscale universelle et intergouvernementale des Nations unies.

Selon les signataires : *« Ensemble, ces propositions modestes totalisent 3 300 milliards de dollars par an – un article dans la revue* Nature *estime que les dettes climatiques équitables des pays riches représentent le double, soit 7 000 milliards de dollars par an jusqu'en 2050. »*

« Cette redirection initiale des flux économiques nuisibles aurait des impacts stupéfiants, indique la lettre. *Ce serait suffisant pour combler le déficit d'accès universel à l'énergie (34 milliards de dollars), atteindre le « montant-plancher » du fonds « pertes et dommages » (400 milliards de dollars par an), atteindre pleinement l'objectif de financement climatique en retard avec des subventions (100 milliards de dollars par an), et couvrir les appels humanitaires d'urgence de l'Onu (52 milliards de dollars par an), laissant encore plein de fonds disponibles.*

Ces engagements contribueraient également grandement à ouvrir l'espace politique nécessaire pour réorganiser notre architecture financière mondiale afin qu'elle puisse canaliser efficacement et équitablement l'argent public nécessaire pour nous sortir de la polycrise. » La lettre conclut : *« Nous ne pouvons rien nous permettre en deçà. »*

1 – Voir *Partage international* juillet-août 2023

Auteur : Kenny Stancil, journaliste à Common Dreams.
Sources : commondreams.org
Thématiques : environnement
Rubrique : Point de vue